À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE D'ALGER :

de l'ébriété à la sobriété énergétique»

L'institution de la carte-carburant est justement évoquée pour une meilleure maîtrise de la consommation, la lutte contre la contrebande.

On n'innove pas concernant la carte-carburant. Les Égyptiens l'ont déjà mise en place. En Égypte, la carte à puce sert à se nourrir, à l'énergie, à faire des achats. Elle indique ce à quoi vous avez droit pour le mois. Si vous ne le consommez pas, vous pouvez en faire ce que vous voulez. A titre d'exemple, nous avons voulu aller plus loin. Le modèle élaboré par des élèves ingénieurs de l'Ecole polytechnique prend en charge l'analyse historique et établit différents scénarios. C'est de dire quelle est la consommation moyenne de chacun, ce que l'Etat peut lui donner en termes de subventions. On a noté que l'Algérien consomme en moyenne 20 000 km par an en carburant. Avec 7 litres aux 100 km, pour une voiture qui roule normalement, cela représente une consommation de 1 200 litres d'essence (1 tonne d'essence), soit une tonne de pétrole. Vos 1 200 litres, l'Etat vous les fait payer à un prix administré qui est dérisoire, 25 à 30 dinars.

Mais si l'automobiliste dépasse ce niveau de consommation ?

L'Etat vous garantit environ cette tonne d'essence à un prix administré avec la carte-carburant. Elle équivaut à 30 000 dinars ou 36 000 dinars pour une consommation de 1 200 litres dans l'année. Cette somme représente environ 5% du budget. Comme une carte bancaire, elle déterminera le niveau de consommation et sera octroyée pour une année. Si vous ne le dépassez pas, vous pourrez reporter le restant. Mais si vous le dépassez, si vous épuisez votre quota, vous payerez l'essence à un prix différent, de 20 à 30% plus élevé au départ. Toutefois, certaines niches (taxis, transporteurs en commun…) doivent être protégées et ne seront concernées par la carte-carburant que pour 100 000 km.

Un premier pas vers le prix réel du carburant ?

Pour un parc de 6 millions de véhicules, et donc 6 millions de tonnes à un prix subventionné, le reste de la consommation sera au prix réel. Dans la mesure où l'Algérie consomme quelque 14 millions de tonnes d'essence, les 8 millions restants seront distribués à un prix qui se rapprochera, graduellement, du prix réel. Il faudra commencer par mettre en place une politique progressive qui s'étale sur 15 ans, de telle façon à arriver au prix réel (80 dinars le litre). Nous pourrions commencer dans un premier temps à nous aligner sur la tarification de nos voisins qui n'ont pas les mêmes moyens que nous mais qui payent les carburants 4 à 7 fois plus cher que nous. Notez qu'en 2013, nous avons importé pour 3,5 milliards de dollars de carburant dont une grande partie a servi à «aider» nos voisins. Avec un prix à la pompe de 80 dinars, la fuite sera minime ou nulle.

Serait-ce suffisant ?

La transition énergétique, c'est en gros la rationalisation de la consommation pour arriver encore une fois à consommer d'une façon optimale une ressource de plus en plus rare. Il n'y a pas que la mise en place de la carte. Il y a aussi la question des vignettes automobiles. Actuellement, nous observons que le différentiel entre les vignettes est assez faible, variant de 1 à 4 selon le type de véhicules alors que c'est un rapport de 1 à 20 en fonction du coût de l'automobile. A ce titre, il va falloir arriver à trouver une indexation de la vignette sur le coût du véhicule. Nous devons peut-être, dans le même ordre, octroyer une vignette verte gratuite pour les véhicules roulant au sirghaz. La question concerne également le diesel. C'est une horreur du point de vue santé. En Algérie, le diesel algérien est très polluant (800 ppm de particules dangereuses) alors qu'en Europe, la norme Euro 5 est de 5 ppm. Les Algériens par la force des choses peuvent être malades. Il y a un coût réel pour la santé (asthmes, maladies cardiovasculaires, problèmes respiratoires). Pour inverser graduellement la tendance, le parc automobile qui est diésélisé à 78%, il est nécessaire de diminuer la consommation de carburant gasoil. Il s'agira de même d'aligner le prix du diesel sur celui de l'essence à un niveau que l'Etat décidera, de l'ordre de 30 dinars par exemple, et continuera à supporter, et de faire en sorte de rendre le sirghaz attractif à 10 dinars et permettre au citoyen aidé par l'Etat d'installer un dispositif de sirghaz à un prix raisonnable. L'Etat aura de ce fait à économiser de l'essence ou du gasoil qui sera disponible pour l'exportation ou encore mieux, à laisser dans le sous-sol, tant il est vrai, comme je n'arrête pas de le marteler aux élèves ingénieurs de l'Ecole, «notre meilleure banque est notre sous-sol».

Mais le citoyen risque d'être réfractaire à ces ajustements…

Le citoyen adhérera si nous lui expliquons que l'Etat ne peut aider tout le monde mais continuera de soutenir les citoyens à faible pouvoir d'achat. Il faut y aller graduellement au prix réel, ne pas brusquer mais il faut expliquer. Il faut de la pédagogie. Si vous expliquez bien, posément, que le prix de l'essence ne restera pas à 25 dinars mais rejoindra le prix réel, et que la protection des classes laborieuses sera maintenue, il n'y aura pas de risque. Ça marchera. C'est la même chose pour l'électricité et l'eau, il faut revoir les tarifs mais avec pédagogie. Il faut éduquer notre nation, en matière de développement durable, et ça commence à l'école. Il faut former l'éco-citoyen de demain. Revoir les tarifs, avec préparation. Celui qui veut consommer davantage, on ne le lui interdit pas. Ce n'est pas du rationnement mais de la rationalisation. La rationalisation, c'est consommer mieux en consommant moins. Vous consommez plus, soit, mais il faudra payer. Il s'agit également d'acheter des véhicules qui consomment moins d'énergie, de favoriser les transports en commun, le covoiturage. C'est une stratégie d'ensemble.

Faudrait-il alors revoir la politique de soutien ?

Ne pas maintenir les prix administrés ? Oui. Il y aura un moment où les prix administrés rejoindront le prix réel. Mais il ne faut pas attendre qu'il ne reste plus de pétrole ! Rappelons que les carburants sont subventionnés à hauteur de 10 milliards de dollars. Décider l'arrêt de la politique de subventions ? C'est une question de pédagogie. Le meilleur gisement d'énergie réside dans l'économie d'énergie, dans la rationalisation de la consommation. Sur 40 millions de tonnes de pétrole qu'on consomme annuellement, une moyenne de 10 millions de tonnes sous différentes formes (essence, gasoil, électricité, gaz naturel...) est gâchée. C'est ce qu'il faut expliquer aux Algériens. On va demander à chacun de la sobriété. Nous lui demandons de ne pas gaspiller, de consommer de manière rationnelle.

Un plan de développement des énergies renouvelables a été lancé ?

Le problème est qu'on ne parle pas de développement durable, on ne parle que de ce qu'on va manger. Je plains les futures générations. En 2030, le paysage énergétique de l'Algérie va changer. L'énergie ne sera plus le facteur déterminant. Or, la transition, c'est faire durer, développer les énergies renouvelables à marche forcée. Au-delà du solaire, de l'éolien, nous avons 250 sources d'énergie géothermique recensées mais on ne fait rien ou si peu ! Or, il serait opportun de valoriser ces sources. Ce qui permettra de ne plus avoir besoin d'utiliser le gaz naturel pour la génération d'énergie. Mais aussi créer des niches d'activité pour les jeunes. Autre opportunité, l'installation de chauffe-eaux solaires (CES). Dans la mesure où un appartement consomme une tonne de pétrole, l'implantation de CES permettra un gain d'énergie fossile. Alors que plus de 100 000 chauffe-eaux solaires sont installés en Tunisie, il n'y en a pas une centaine ici en Algérie. Or, l'utilisation des CES peut contribuer au développement d'une industrie du chauffage thermique, l'Etat pouvant aider les promoteurs. Nonobstant le problème du coût, il faut créer de la richesse, voire créer une Ansej de l'intelligence. Certes, des dispositifs d'encouragement à l'utilisation du GPL, de Sirghaz ont été initiés mais ils manquent, cependant, de souffle. L'Etat devrait donner l'exemple, concernant la gestion de son parc véhicules. C'est toute une vision. Mais à chaque fois, il y a un problème de pédagogie. Quand vous expliquez de cette manière aux Algériens, le peuple va adhérer, il sera même imaginatif.

Comment mettre en œuvre cette stratégie ?

La stratégie énergétique, voire la transition énergétique vers un développement durable n'est pas l'affaire du ministère de l'Energie. C'est l'affaire de tout le monde. Chaque département ministériel est concerné. Chacun doit se sentir concerné. Même les partis politiques doivent aussi s'emparer de cette cause nationale qui concerne l'avenir du pays. La société civile aussi. Il faut, à vrai dire, un consensus dans le pays sur les grands problèmes, et donc il eût été normal que l'on consulte. Il va falloir mettre tout le monde autour d'une table pour leur expliquer la stratégie énergétique. C'est une vision nouvelle qui, si elle est bien expliquée, sera féconde. Cela permettra de créer un lien entre les pouvoirs publics et la société civile. Mais il faut informer. Expliquer, de manière pédagogique. Il faudra faire de la publicité dans les médias, expliquer par des spots bien faits. Faire comprendre la nature de l'enjeu : la situation actuelle et le risque que si on continue comme ça, c'est le chaos dont on ne veut pas pour notre patrie. Il s'agit d'œuvrer à convaincre et non à contraindre. Je pense qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Une telle stratégie aurait pu être impulsée sous l'égide du Conseil national de l'énergie. Or, ce conseil n'est pas opérationnel…

De mon point de vue, le Conseil national de l'énergie érigé sous la présidence précédente est une instance consultative sur ce que devraient être les grandes lignes d'une stratégie énergétique dynamique, évolutive et qui s'adapte constamment à la réalité mondiale de la disponibilité, de la psychologie des grands acteurs de l'énergie. La vocation de cette instance est d'agir en vue d'optimiser la ressource énergétique et assurer une transition énergétique vers le développement durable qui permettrait de garantir un avenir acceptable aux générations futures. C'est de mon point de vue une boussole qui guide le pays. Ce ne sont donc pas des fonctionnaires qui «fonctionnent» épisodiquement, mais un immense think tank qui réfléchit constamment et qui avertit le gouvernement périodiquement sur les enjeux et les défis pour le pays. Son utilité technique scientifique économique est indiscutable. Son opportunité politique est un autre débat qui n'a rien à voir avec l'avenir du pays.

Pour conclure, Professeur…

L'heure est grave. Il est nécessaire de ne pas perdre de temps. Tous les départements ministériels sont concernés par cette transition énergétique vers le développement durable pour pouvoir laisser un viatique aux générations qui seront là en 2030. La stratégie énergétique devra déboucher sur un «bouquet énergétique» dans lequel chaque énergie sera exploitée rationnellement, y compris le gaz de schiste si d'ici là la technologie devient mature, respectueuse de l'environnement et ne compromettra pas le capital humain, faunesque et floral au Sahara. L'école aura un rôle à jouer en formant l'éco-citoyen au lieu de l'ego-citoyen actuel, en mettant en place un baccalauréat du développement durable. L'université devra s'approprier les métiers féconds du développement durable. Le commerce, par une mise en place de normes d'économies d'énergie notamment pour les appareils électroménagers, est en première ligne dans les achats. Enfin, même les prêches devraient aussi parler du développement durable et de la nécessité de ne pas gaspiller. Ce plan Marshall ne peut réussir que si tout le monde s'y met. Nous n'avons pas le choix, l'avenir du pays est à ce prix.

C. B.

IMPACT DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN

Les prix du pétrole resteront encore baissiers

Les prix du pétrole resteront encore à la baisse durant les prochains mois et même en 2016. Une tendance baissière que la signature de l'accord international sur le dossier du nucléaire iranien devra en effet conforter.

Signé le 14 juillet dernier entre Téhéran et six pays (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne), après d'âpres négociations, l'accord qualifié d'historique devrait permettre le grand retour de l'Iran sur le marché pétrolier. En raison de la normalisation des relations économiques liant son pays à l'Occident et de la levée des sanctions internationales imposées à son encontre, l'Iran pourra booster davantage son industrie pétrolière et consolider ses exportations d'hydrocarbures. Certes, l'impact de l'accord ne sera pas perceptible immédiatement, au-delà de la baisse des cours de l'or noir (aux alentours de 57 dollars pour le brent), enregistrée ces derniers temps dans le contexte de renforcement du dollar.

Toutefois, le volume de production de pétrole iranien, estimé actuellement à 1,2 million de barils par jour, pourrait augmenter d'au moins un million de barils supplémentaires d'ici l'année prochaine et, donc, se traduire par une offre d'exportation plus importante.

Ce qui, dans un contexte d'offre mondiale encore sur-excédentaire (estimée à plus de 1 mbj, voire 2 mbj en 2016 même si elle restera stimulée par les hydrocarbures non-conventionnels américains et par la réduction des coûts), de demande mondiale assez timorée (de l'ordre de 1,2 mbj) en raison de la faible croissance et d'absence de régulation, impliquera que le pétrole continuera encore d'être tiré vers le bas. Ce que plusieurs experts et analystes considèrent assez prévisible. Outre le fait que le retour en force de l'Iran aura des conséquences sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dont Téhéran est, certes, un important acteur mais ne pourra cependant contrecarrer la prégnance de l'Arabie Saoudite, soucieuse de défendre ses parts de marché et qui ne sera pas encline à réduire sa production.

Au-delà de son impact sur le positionnement des pays non-Opep, la Russie notamment, l'accord impliquera nécessairement que l'organisation pétrolière dont l'offre est déjà excédentaire de plus de 1,7 mbj se détermine autrement qu'en maintenant le statu quo comme elle fait depuis plusieurs mois.

C. B.